

Les entreprises qui arment Israël et leurs investisseurs

Description

Par ECCP (European Coordination of Committees and Associations for Palestine), le 20 Juin 2024



Un nouveau rapport publié par un groupe de 19 organisations de la société civile et syndicats dont la Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP) révèle que les plus grandes institutions financières européennes investissent des milliards d'euros dans des entreprises internationales qui produisent et vendent des armes à Israël. Le rapport Les entreprises qui arment Israël et leurs investisseurs révèle que les institutions financières européennes ont accordé 36,1 milliards d'euros de prêts et de garanties, et détiennent 26 milliards d'euros d'actions et d'obligations dans des entreprises qui vendent des armes à Israël. En vendant des armes à Israël, les producteurs d'armes courent un risque élevé de faciliter de graves violations du droit international humanitaire, des crimes contre l'humanité ou de génocide à Gaza. De 2019 à 2023, six des plus grands producteurs d'armes au monde – Boeing, General Dynamics, Leonardo, Lockheed Martin, RTX et Rolls-Royce – ont vendu des armes ou des systèmes d'armement à Israël. Par ces ventes, ces entreprises risquent fort de contribuer à de graves violations du droit humanitaire international à Gaza. La banque française BNP Paribas est de loin le principal

baillleur de fonds des entreprises qui ont vendu des armes à Israël, avec 5,7 milliards d'euros de prêts et de garanties depuis 2021. Parmi les autres grands investisseurs identifiés par le rapport figurent les banques Crédit Agricole, Deutsche Bank, Barclays et UBS, ainsi que le fonds de pension du gouvernement norvégien GPF et la compagnie d'assurance Allianz.

Selon les normes internationales sur le commerce et les droits de l'Homme, les institutions financières ont clairement la responsabilité de s'assurer qu'elles n'investissent pas dans des entreprises qui contribuent à des violations des droits humains. Depuis le 7 octobre 2023, le gouvernement israélien a lancé une agression militaire sans précédent contre Gaza. Cet assaut militaire a tué plus de 37 000 Palestiniens et Palestiniennes et a conduit à la destruction à grande échelle de la bande de Gaza et à une catastrophe humanitaire d'ampleur. Les organisations internationales de défense des droits de l'Homme et les représentants des Nations unies ont souligné à maintes reprises les graves violations du droit humanitaire international qui sont commises. La cour d'appel néerlandaise a fait référence à ce risque de violations pour justifier sa décision, en février dernier, selon laquelle les Pays-Bas doivent cesser d'exporter des pièces d'avions de chasse F-35 vers Israël. En outre, en janvier 2024, la Cour internationale de justice a ordonné à Israël de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour empêcher un génocide à Gaza.

Lire le rapport complet [ici](#)

Traduction : SD pour lâ??agence MÃ©dia Palestine

Source : [ECCP](#)

date crÃ©Ã©e
2024/06/26